



Réginal Koumagbeafidé prend la tête du FIC

N° 516 DU 12 MARS 2026

du jour L'Emblème

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : leblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

SANTÉ ET DROITS DES FEMMES

Parakou se mobilise pour la justice menstruelle le 25 mars

PAGE 07

ANIMATION SPORTIVE ET MOBILISATION POLITIQUE À ADJOHOUN

PAGE 05

Un tournoi de football pour mobiliser autour du duo Wadagni-Talata

(Une initiative de Roland da Hefa qui rassemble les mouvements de soutien à Adjohoun)



VIE POLITIQUE ET CITOYENNETÉ ÉTUDIANTE

PAGE 03

Le fan-club Romuald Wadagni mobilise la jeunesse universitaire (Les étudiants de la FSS appelés à voter)



GOUVERNANCE FINANCIÈRE LOCALE

Réginal Koumagbeafidé prend la tête du FIC

(Une nouvelle impulsion pour le financement des communes)

Le ministère de l'Économie et des Finances a procédé à la nomination de Monsieur Réginal Koumagbeafidé au poste de Directeur général du Fonds d'Investissement Communal (FIC). Cette décision marque une nouvelle étape dans le renforcement des mécanismes de financement des collectivités territoriales au Bénin.

Au sein du Ministère de l'Économie et des Finances, une nouvelle nomination vient d'être actée. Monsieur Réginal Koumagbeafidé a été désigné Directeur général du Fonds d'Investissement Communal (FIC), une structure clé dans l'accompagnement financier des communes.

Le Fonds d'Investissement Communal joue un rôle stratégique dans la mise en œuvre des politiques de développement local.

Il permet notamment de soutenir les collectivités territoriales dans la réalisation de projets d'infrastructures, l'amélioration des services de base et la promotion du développement à la base.

À travers cette nomination, les autorités entendent consolider la gestion et l'efficacité des ressources destinées aux communes. Le nouveau directeur général aura pour mission de poursuivre les réformes visant à renforcer la transparence, l'efficacité et l'impact des financements publics au profit des collectivités.

Avec cette nouvelle responsabilité, Réginal Koumagbeafidé est appelé à contribuer à la dynamique de modernisation de la gouvernance locale et à soutenir davantage les initiatives de développement dans les différentes communes du pays.

Emeric Joël ALLAGBE



MEDIAS AU BENIN

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'Emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'Emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com
 Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
 N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Emeric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)
Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)
Youssef Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

VIE POLITIQUE ET CITOYENNETÉ ÉTUDIANTE

Le fan-club Romuald Wadagni mobilise la jeunesse universitaire (Les étudiants de la FSS appelés à voter)



Le fan-club Romuald Wadagni poursuit sa campagne de sensibilisation citoyenne à travers le projet « Romuald WADAGNI pas sans moi en 2026 ». À la Faculté des Sciences de la Santé (FSS), des étudiants ont été informés sur les démarches pour vérifier leur inscription sur la liste électorale et connaître leur centre de vote. L'initiative vise à encourager une forte participation au scrutin prévu le 12 avril prochain.

Dans le cadre du projet « Romuald WADAGNI pas sans moi en 2026 », le fan-club dédié au ministre d'État Romuald Wadagni a organisé une séance de sensibilisation à l'endroit des étudiants de la Faculté des Sciences de la Santé (FSS). L'objectif principal de cette initiative est de susciter un engagement citoyen plus prononcé au sein de la jeunesse universitaire en vue du vote annoncé pour le 12 avril prochain.

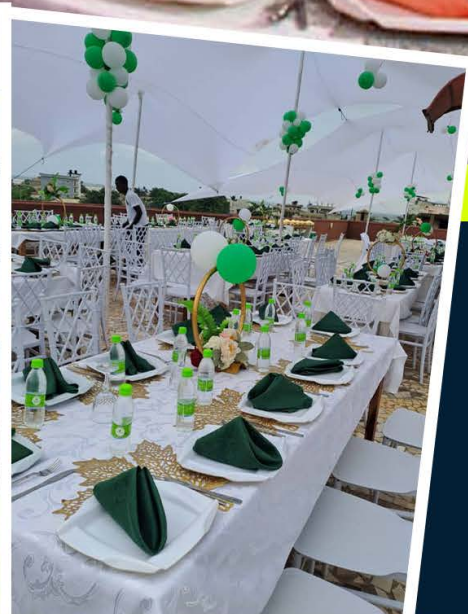
Au cours de la rencontre, les participants ont été informés sur les moyens pratiques de vérifier leur présence sur la liste électorale. Les organisateurs leur ont notamment présenté la procédure simple permettant d'identifier leur centre de vote grâce au code *151#, accessible depuis un téléphone mobile. Cette démarche a permis à de nombreux étudiants de confirmer leur inscription et de mieux se préparer à exercer leur droit civique.

Pour les initiateurs de l'activité, cette action s'inscrit dans une stratégie plus large visant à relever le taux de participation des jeunes aux consultations électorales. Les étudiants, désormais informés sur leur statut électoral et sur leur centre de vote, ont manifesté leur volonté de jouer un rôle actif dans la mobilisation citoyenne autour d'eux.

La délégation du fan-club, conduite par le coordonnateur du Littoral, Augustin FANOU et David FANNAKPO, s'est déclarée particulièrement satisfaite de l'accueil réservé à l'initiative et de l'engagement exprimé par les étudiants. Les organisateurs affirment repartir avec le sentiment d'avoir posé un jalon important dans la dynamique de sensibilisation et annoncent la poursuite d'actions similaires dans d'autres milieux de jeunes afin d'encourager une participation électorale plus forte.

À travers ce projet, le fan-club Romuald Wadagni d'Emeric Joël ALLAGBE entend ainsi renforcer la culture citoyenne et impliquer davantage la jeunesse dans la vie démocratique du pays.

Marie Estelle AKANNI



ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ? Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- ✓ SALLES CLIMATISÉES
- ✓ GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- ✓ GROUPE ELECTROGÈNE



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999

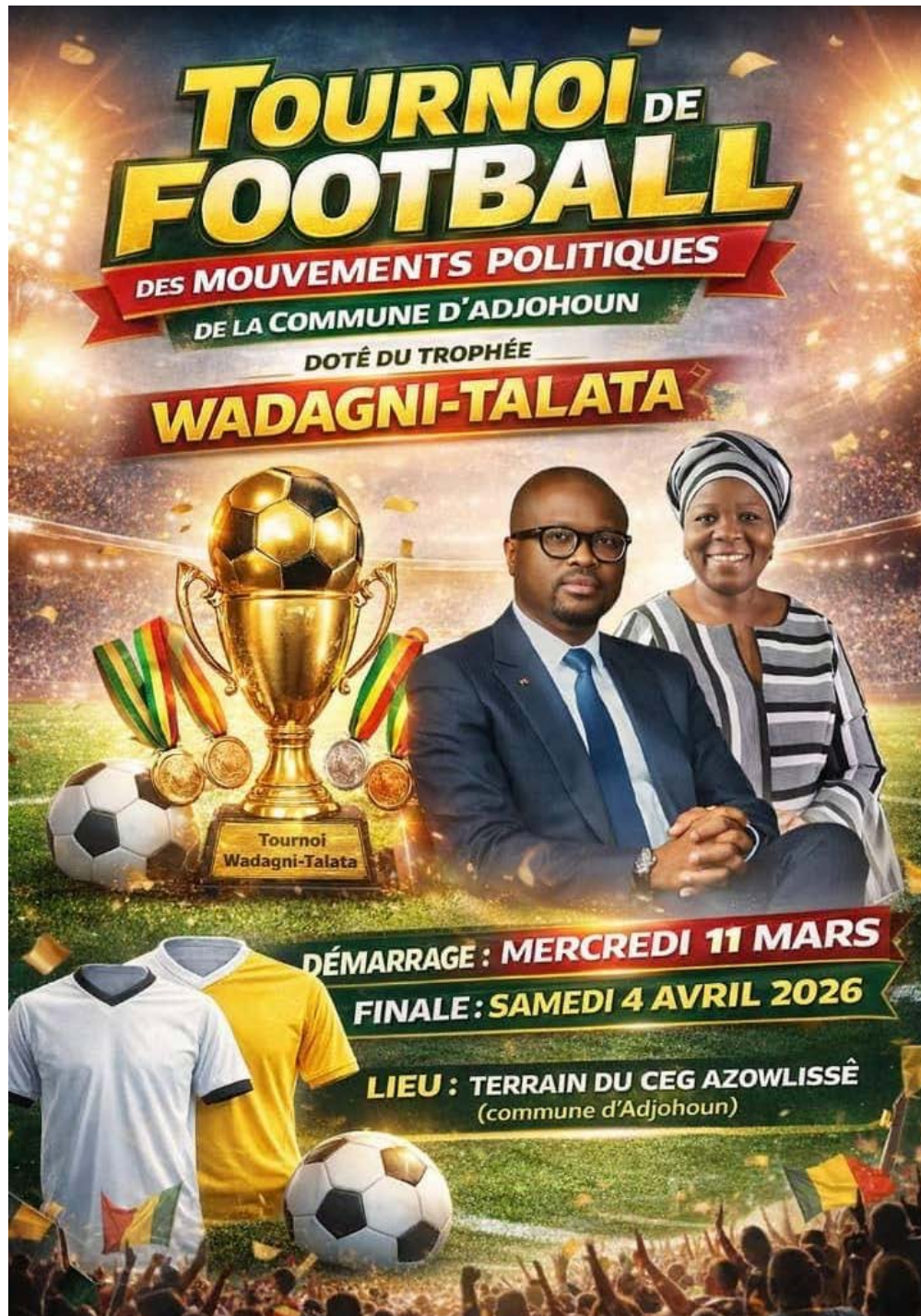


+229 0195534395 / 0155500707

ANIMATION POLITIQUE ET SPORTIVE À ADJOHOUN

Un tournoi de football pour mobiliser autour du duo Wadagni-Talata

(Une initiative de Roland da Hefa qui rassemble les mouvements de soutien à Adjohoun)



Dans la commune de Adjohoun, les mouvements de soutien au duo formé par Romuald Wadagni et Ma-

riam Chabi Talata ont lancé un tournoi de football afin de mobiliser les jeunes et renforcer la cohésion entre

militants. L'initiative est portée par le maire honoraire Roland da Hefa.

Les mouvements de soutien au duo Wadagni-Talata dans la commune d'Adjohoun ont choisi le sport comme levier de mobilisation et de rassemblement. À travers un tournoi de football doté du trophée Wadagni-Talata, plusieurs équipes issues des différents mouvements politiques et associatifs de la commune s'affrontent dans une ambiance festive et fraternelle.

L'initiative est portée par le maire honoraire d'Adjohoun, Roland da Hefa, avec l'appui de l'ensemble des mouvements de soutien engagés derrière Romuald Wadagni et Mariam Chabi Talata. Pour les promoteurs, ce tournoi constitue à la fois un espace de valorisation des talents sportifs et un cadre de rapprochement entre militants et populations.

Le coup d'envoi de la compétition a été donné le mercredi 11 mars sur le terrain du CEG Azowlissè. Le match d'ouverture a opposé l'équipe du fan-club de Romuald Wadagni à celle du Réseau

des Amis de Romuald Wadagni. Très attendue par les supporters, cette première confrontation s'est déroulée dans un esprit de fair-play et d'engagement. Au terme d'une rencontre équilibrée et disputée, les deux formations se sont neutralisées sur un score nul, donnant le ton d'un tournoi qui s'annonce particulièrement compétitif.

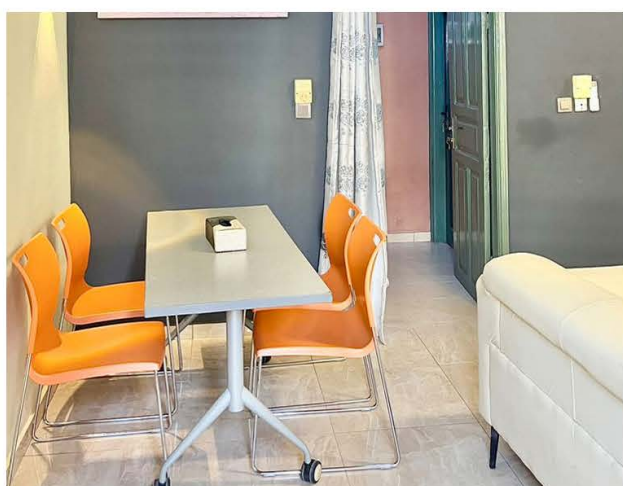
Prévue pour s'achever le 4 avril 2026, la compétition devrait attirer de nombreux passionnés de football et militants politiques venus soutenir leurs équipes respectives. Au-delà de l'enjeu sportif, les organisateurs entendent faire de cette initiative un moment de communion populaire et de mobilisation autour de la vision portée par le duo Wadagni-Talata.

À travers cette activité sportive, Roland da Hefa et les mouvements de soutien espèrent renforcer la dynamique militante dans la commune d'Adjohoun tout en offrant à la jeunesse un cadre d'expression, de convivialité et de fraternité autour du sport.

Candide AHOUDJI



Les résidences FENO



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvie - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

SANTÉ ET DROITS DES FEMMES

Parakou se mobilise pour la justice menstruelle le 25 mars



(Une grande campagne citoyenne portée par le Consortium « RÈGLE MOI ÇA »)

La ville de Parakou s'apprête à accueillir, le 25 mars 2026, une importante mobilisation autour de la justice menstruelle. Portée par le Consortium « RÈGLE MOI ÇA », qui regroupe les organisations Filles en Actions, Choose Yourself et Héroïnes d'Aujourd'hui, l'initiative entend briser les tabous liés aux menstruations et promouvoir un meilleur accès à l'hygiène

menstruelle pour les femmes et les filles.

La cité des Koburu sera, le mercredi 25 mars prochain, le théâtre d'une mobilisation citoyenne inédite en faveur de la justice menstruelle. À l'initiative du Consortium « RÈGLE MOI ÇA », une alliance stratégique réunissant les organisations de la société civile Filles en Actions, Choose Yourself et Héroïnes d'Aujourd'hui, cette journée vise à sensibiliser les populations et à encourager des ac-

tions concrètes pour améliorer la gestion de l'hygiène menstruelle.

Cette mobilisation est l'aboutissement d'un processus de plaidoyer engagé depuis le début de l'année 2026. En janvier dernier, une mission de prospection et de concertation a été conduite à Parakou afin de poser les bases d'un dialogue avec les autorités locales et les leaders d'opinion.

À cette occasion, les responsables du Consortium ont rencontré plusieurs acteurs clés de la gouvernance locale, notamment le Préfet du département du Borgou, le Maire de la ville de Parakou ainsi que la Directrice départementale des Affaires sociales et de la Microfinance. Les échanges ont également impliqué des autorités religieuses, dont l'Archevêque et des Imams de la ville, traduisant la volonté d'inscrire l'initiative dans une démarche inclusive respectueuse des réalités socio-culturelles.

Pour les organisateurs, la justice menstruelle constitue un enjeu majeur de santé publique, d'égalité et de développement. C'est dans cette optique que la journée du 25 mars proposera un programme varié mêlant sensibilisation, participation citoyenne et expression artistique. Au menu : une foire des organisations de la société civile, des jeux éducatifs et des panels de discussion destinés à informer et à favoriser le dialogue autour des questions

liées aux menstruations.

Le moment phare de la manifestation sera un flash mob géant, performance artistique et militante coordonnée par l'organisation Héroïnes d'Aujourd'hui au nom du Consortium.

À travers cette forme d'« artivisme », les participantes et participants entendent porter sur la place publique la voix des femmes et des filles et dénoncer les tabous persistants autour des menstruations.

La journée culminera à 15 heures avec la remise officielle d'un memorandum aux autorités locales. Ce document contient plusieurs propositions visant à améliorer l'accès aux protections hygiéniques et aux infrastructures adaptées dans la commune. La cérémonie sera également marquée par la signature d'une bache d'engagement par les autorités présentes, symbole d'un partenariat en faveur d'une ville de Parakou engagée pour la dignité et la santé des femmes et des filles.

À travers cette initiative, le Consortium « RÈGLE MOI ÇA » entend contribuer à transformer les mentalités et à influencer les politiques publiques afin que chaque cycle menstruel puisse être vécu dans la dignité, la santé et la sécurité.

Emeric Joël ALLAGBE



DÉFENSE ET SÉCURITÉ NATIONALE

Les FAB recrutent les officiers de demain



Les Forces armées béninoises lancent un concours de recrutement destiné à former la prochaine génération d'officiers pour l'année 2026. Cette initiative, annoncée par le Chef d'État-Major général des Forces armées béninoises, vise à sélectionner des jeunes talents appelés à renforcer le commandement et les capacités opérationnelles de l'armée béninoise.

Dans le cadre du renforcement de ses effectifs et de la professionnalisation de ses cadres, les Forces armées béninoises ont ouvert un concours de classement géné-

ral pour le recrutement de futurs officiers. Cette sélection permettra aux candidats retenus d'intégrer des écoles militaires pour une formation initiale qui débutera en 2026.

Le concours est accessible aux militaires en activité, aux anciens enfants de troupe ainsi qu'aux civils des deux sexes. Les postulants doivent satisfaire à des conditions bien précises. Les titulaires d'une licence ne doivent pas dépasser 24 ans au 31 décembre 2026, tandis que les détenteurs du baccalauréat doivent être âgés de 22 ans au plus à la même date. Les exigences physiques incluent également une taille minimale fixée à 1,60 mètre pour les femmes et 1,65 mètre pour les hommes, ainsi qu'une moralité jugée irréprochable.

Les dossiers de candidature sont attendus au plus tard le vendredi 20 mars 2026 dans l'un des centres prévus à cet effet : la Direction des Écoles et des Sports de Gbégamey à Cotonou ou le camp Séro Kpéra à Parakou. Les frais de participation au concours sont fixés à 5 000 francs CFA.

Le processus de sélection se déroulera en

deux grandes phases au mois d'avril 2026. Les épreuves sportives, programmées du 15 au 17 avril, comprendront notamment un test Cooper, des exercices de grimper et des abdominaux. Elles seront suivies des épreuves écrites prévues du 18 au 19 avril, portant sur la composition française, la culture générale, l'anglais et des matières optionnelles telles que les mathématiques ou l'histoire.

À l'issue du concours, les meilleurs candidats bénéficieront de bourses de formation dans des académies militaires nationales ou étrangères. Les admissions seront prononcées progressivement en fonction des bourses disponibles, tout en respectant strictement l'ordre de mérite établi par le classement final.

Les candidats sont par ailleurs tenus de joindre à leur dossier un certificat médical d'aptitude délivré par un médecin militaire ou par un médecin-chef d'un hôpital de zone.

Yousseuf AVOCEGAMOU

FINANCES PUBLIQUES AU BÉNIN

Le gouvernement renforce la performance de la dépense publique

Le Bénin entend améliorer la qualité et l'impact de ses dépenses publiques dans le cadre du Document de politique nationale de financement du développement 2024-2033. Cette orientation stratégique vise à renforcer l'efficacité budgétaire grâce à des réformes axées sur la transparence, la performance et une meilleure gestion des investissements publics.

Une gestion budgétaire orientée vers les résultats

Dans la stratégie nationale de financement du développement, la maîtrise des dépenses publiques occupe une place centrale. Les autorités béninoises estiment qu'une gestion plus efficace des ressources de l'État peut produire des résultats comparables à ceux obtenus par la mobilisation de nouveaux financements.

Dans cette dynamique, le pays a adopté le système du budget-programme, qui privilégie l'évaluation des politiques publiques à partir de leurs performances et de leurs résultats concrets.

Transparence et implication des citoyens

Le Bénin poursuit également ses efforts pour s'aligner sur les standards internationaux en matière de gouvernance budgétaire. La transparence dans la gestion des finances publiques, la reddition de comptes et l'implication des citoyens sont désormais intégrées au processus budgétaire.

À cet effet, l'élaboration du budget national s'appuie notamment sur des consultations publiques et l'organisation de conférences budgétaires au niveau communal, favorisant ainsi la participation des acteurs locaux et de la société civile.

Des défis encore à relever

Malgré ces avancées, plusieurs défis subsistent pour renforcer davantage l'efficacité de la dépense publique. Parmi eux figurent la publication systématique des études de faisabilité des projets d'investissement, une meilleure identification et gestion des risques



budgétaires, ainsi que l'intégration plus poussée des Objectifs de développement durable (ODD) dans la planification budgétaire.

L'amélioration de la qualité et de la rentabilité des investissements publics demeure également un enjeu majeur pour garantir un impact durable sur le développement du pays.

Yousseuf AVOCEGAMOU

ÉDUCATION ET NUTRITION SCOLAIRE

Les cantines scolaires, moteur de réussite dans les écoles primaires



Au Bénin, le programme des cantines scolaires s'impose progressivement comme un puissant outil de soutien à l'éducation. En offrant des repas aux élèves des écoles primaires publiques, l'initiative contribue à améliorer la fréquentation scolaire, la concentration en classe et les performances des apprenants.

L'éducation renforcée par l'alimentation

L'alimentation scolaire constitue un facteur déterminant dans le développement physique et intellectuel des enfants. Au Bénin, le Programme national d'alimentation scolaire intégré (Pnasi) s'est imposé comme un pilier du système éducatif. Au cours de l'année scolaire 2024-2025, le dispositif couvre près de 80 % des écoles primaires publiques et profite à plus de 300 000 élèves. Les autorités am-

bitonnent d'étendre cette couverture à l'ensemble des écoles d'ici 2026 afin de garantir à chaque écolier un repas quotidien à l'école.

Des résultats encourageants

L'impact du programme est déjà perceptible sur le terrain. Selon les données disponibles, le taux d'abandon scolaire a reculé d'environ 4 % depuis la mise en place des cantines scolaires. Par ailleurs, plus de 90 % des élèves se déclarent satisfaits des repas servis.

Depuis l'année scolaire 2024-2025, la gestion du programme est assurée par l'Agence nationale de l'alimentation et de la nutrition (Anan), qui a pris le relais du Programme alimentaire mondial (Pam). En 2023, près de 10 milliards de francs CFA ont été mobilisés pour l'achat de produits alimentaires locaux destinés à l'approvisionnement des cantines.

Un dispositif à dimension sociale

Dans la même dynamique, le gouvernement du président Patrice Talon envisage d'élargir les cantines scolaires à d'autres communes du pays. Parallèlement, une mesure vise à soutenir la scolarisation des jeunes filles en prenant en charge les frais de scolarité des élèves inscrites dans les séries scientifiques au lycée et dans l'enseignement secondaire général. Cette initiative, évaluée à 3,44 milliards de francs CFA, entend favoriser le maintien des filles à l'école tout en soulageant les familles.

Sécuriser les stocks alimentaires

La réussite du programme passe également par la protection des vivres destinés aux cantines. La Police républicaine s'implique ainsi dans la sécurisation des lieux de stockage afin de prévenir les cambriolages et les détournements. Son porte-parole, Eric Yérîma, appelle les populations à collaborer avec les forces de sécurité en signalant toute tentative de vol ou de soustraction frauduleuse de vivres.

Un impact économique et social

Au-delà de l'école, les cantines scolaires participent à la dynamique de développement local. L'approvisionnement en produits agricoles auprès des producteurs nationaux crée des débouchés pour les agriculteurs, notamment les jeunes et les femmes, tout en stimulant la filière agroalimentaire dans les zones rurales.

En renforçant la présence des élèves à l'école et en améliorant leurs conditions d'apprentissage, ce programme contribue également à l'application de la loi sur l'obligation scolaire et à l'atteinte de l'objectif de développement durable relatif à l'éducation de qualité. Les cantines scolaires instaurent ainsi un cercle vertueux entre nutrition, réussite scolaire et développement économique.

Yousseuf AVOCEGAMOU

RISQUES ALIMENTAIRES - POISSONS TOXIQUES

Un danger discret dans nos assiettes

Sous leurs écailles brillantes et leur chair appétissante, certains poissons peuvent dissimuler des toxines particulièrement dangereuses pour l'être humain. Bien que souvent consommés sans méfiance, ils peuvent provoquer des intoxications graves, voire mortelles.

Des toxines redoutables

Le poisson-globe figure parmi les exemples les plus connus de poissons toxiques. Malgré son apparence inoffensive, il renferme une substance extrêmement dangereuse : la tétrodoxine. Cette neurotoxine, produite par des bactéries présentes dans son alimentation, agit directement sur le système nerveux en bloquant la transmission des signaux. Dans les cas graves, elle peut entraîner une paralysie respiratoire et conduire à la mort.

D'autres espèces marines, comme la murène ou le barracuda, peuvent accumuler une toxine appelée ciguatoxine. Celle-ci provient de microalgues présentes dans certains récifs tropicaux et se concentre progressivement dans la chaîne alimentaire. L'intoxication qui en résulte, connue sous le nom de ciguatera, provoque des troubles digestifs, neurologiques et sensoriels pouvant durer plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Un risque souvent sous-estimé

Dans de nombreuses régions tropicales, les poissons contaminés sont difficiles à identifier. Leur aspect extérieur ne révèle généralement aucun signe de danger. En l'absence de tests systématiques de détection, ces espèces continuent d'être consommées, exposant les populations à des intoxications parfois fréquentes mais peu documentées.

Entre tradition et gastronomie

Malgré les risques, certains poissons toxiques occupent une place importante dans certaines traditions culinaires. Au Japon, le fugu – préparé à partir du poisson-globe – est considéré comme un mets raffiné. Sa préparation est strictement réglementée et réservée à des chefs spécialement formés et titulaires d'une licence.

Dans certaines régions de la mer Méditerranée, un autre poisson, le salema porgy, est connu pour provoquer parfois des hallucinations comparables aux effets du LSD lorsqu'il est consommé.

Un enjeu de santé publique

L'évolution des écosystèmes marins, notamment liée au réchauffement des océans et à la dégradation des récifs coralliens, favorise la prolifération des microalgues toxiques. Cette situation augmente le risque d'accumulation de

toxines dans certaines espèces de poissons.

Avec l'intensification des échanges commerciaux et la popularité croissante des cuisines exotiques, ces intoxications peuvent désormais apparaître bien au-delà des zones tropicales. Or, les symptômes restent encore mal connus de nombreux professionnels de santé, ce qui complique parfois leur diagnostic.

Face à ces dangers, les spécialistes appellent à renforcer l'information des consommateurs, à améliorer les contrôles sanitaires et à mieux former les personnels médicaux à la reconnaissance de ces intoxications alimentaires.

Yousseuf AVOCEGAMOU



MÉDIAS AU BÉNIN

Radio Bénin fête 73 ans et ouvre les portes de son musée



À l'occasion de son 73e anniversaire, Radio Bénin convie le public à une immersion exceptionnelle dans son univers. Du 6 au 8 mars 2026, la station historique organise des journées portes ouvertes et permet aux visiteurs d'accéder à son musée, habituellement fermé au grand public. Une initiative qui s'inscrit dans la célébration de la créa-

tion de la radio, le 7 mars 1953.

Une plongée dans l'histoire de la radiodiffusion

À travers cette ouverture exceptionnelle, les visiteurs sont invités à découvrir l'évolution de la radiodiffusion au Bénin. Dans les espaces du musée, d'anciens appareils d'enregistrement, des équipements de diffusion, des archives sonores et divers documents retracent plusieurs décennies d'histoire médiatique.

Depuis sa création, Radio Bénin s'est imposée comme un acteur majeur de l'information et de la communication au Bénin. Au fil des années, elle a contribué à accompagner les grandes étapes de la vie nationale, tout en jouant un rôle déterminant dans la promotion de la paix, du dialogue et de la cohésion sociale.

Rapprocher la radio de son public

Les journées portes ouvertes offrent également l'occasion au public de mieux com-

prendre le fonctionnement de la radio. Les visiteurs peuvent découvrir les studios, échanger avec les professionnels de l'antenne et se familiariser avec le travail des journalistes, techniciens et animateurs qui œuvrent quotidiennement pour assurer la diffusion des programmes.

Une visite gratuite pour tous

Durant ces trois jours de célébration, l'accès au musée est entièrement libre et gratuit. L'initiative vise notamment à attirer les passionnés des médias, les élèves et étudiants, ainsi que toutes les personnes curieuses de mieux connaître l'histoire de ce média emblématique du paysage audiovisuel béninois.

À travers cette célébration, Radio Bénin invite les Béninois à revisiter une part importante de leur mémoire collective et à rendre hommage à une institution médiatique qui accompagne la vie nationale depuis plus de sept décennies.

Yousseuf AVOCEGAMOU

ADMINISTRATION TERRITORIALE

Bopa instaure une autorisation payante pour les sorties de Zangbétô

La municipalité de Bopa a décidé de réglementer l'organisation des cérémonies de sortie de Zangbétô sur son territoire. Désormais, toute manifestation liée à ce culte devra faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par la mairie.

Une taxe fixée à 20 000 francs CFA

Selon les nouvelles dispositions communales, les responsables ou dignitaires du culte qui souhaitent organiser une sortie de Zangbétô devront s'acquitter d'une somme de 20 000 francs CFA. Ce paiement conditionne l'obtention du document officiel autorisant la tenue de la cérémonie.

Un encadrement plus strict des cérémonies

Cette mesure marque un changement notable dans la gestion des activités culturelles dans la commune. Alors qu'auparavant les cérémonies se déroulaient librement, elles seront désormais soumises à un encadrement administratif. La mairie précise également que la durée de la manifestation sera prise en compte lors de la délivrance de l'autorisation.



Attente de réactions des dignitaires

Pour l'instant, les responsables du culte de Zangbétô ne se sont pas encore prononcés sur cette décision municipale. Plusieurs observateurs estiment toutefois que cette initiative pourrait inspirer d'autres communes où se pratique ce culte traditionnel.

À travers cette mesure, les autorités communales de Bopa entendent mieux organiser et réguler les manifestations liées au culte de Zangbétô, très présentes dans certaines localités du sud du Bénin.

Yousseuf AVOCEGAMOU

VIE POLITIQUE NATIONALE

Boni Yayi maintient sa démission des Démocrates



Malgré les multiples démarches engagées par les responsables du parti Les Démocrates, l'ancien président de la République, Boni Yayi, reste ferme sur sa décision de quitter la formation politique. Une délégation de la coordination nationale, reçue à Tchaourou, n'est pas parvenue à le convaincre de revenir sur sa position, laissant planer des incertitudes sur l'avenir du parti d'opposition.

La tentative de médiation engagée par les responsables du parti Les Démocrates auprès de Boni Yayi n'a pas porté ses fruits. Réunis à huis clos avec l'ancien chef de l'État dans sa résidence de Tchaourou le mardi 10 mars 2026, les membres de la délégation ont passé près de trois heures d'échanges à tenter de le convaincre de revenir sur sa démission.

Malgré les arguments avancés par les responsables du parti, l'ancien président est

resté inflexible. Les émissaires, composés d'une vingtaine de cadres et de figures influentes de la formation politique, dont d'anciens députés, lui ont rappelé la position de la coordination nationale qui estime que son rôle historique et politique au sein du parti ne justifie pas son retrait. Mais leurs démarches n'ont pas réussi à infléchir sa décision.

Cette démission intervient dans un contexte déjà marqué par des tensions internes. Selon des informations relayées ces derniers jours, l'un des fils

de l'ancien président aurait également quitté ses responsabilités au sein du parti, une situation qui accentue les interrogations sur la stabilité de la formation politique.

Face à cette impasse, plusieurs scénarios sont évoqués au sein de Les Démocrates. Parmi les options envisagées figure la tenue éventuelle d'un congrès extraordinaire qui pourrait conduire à la désignation d'un nouveau président du parti. Toutefois, cette hypothèse reste encore à l'état de réflexion et aucune décision officielle n'a été annoncée.

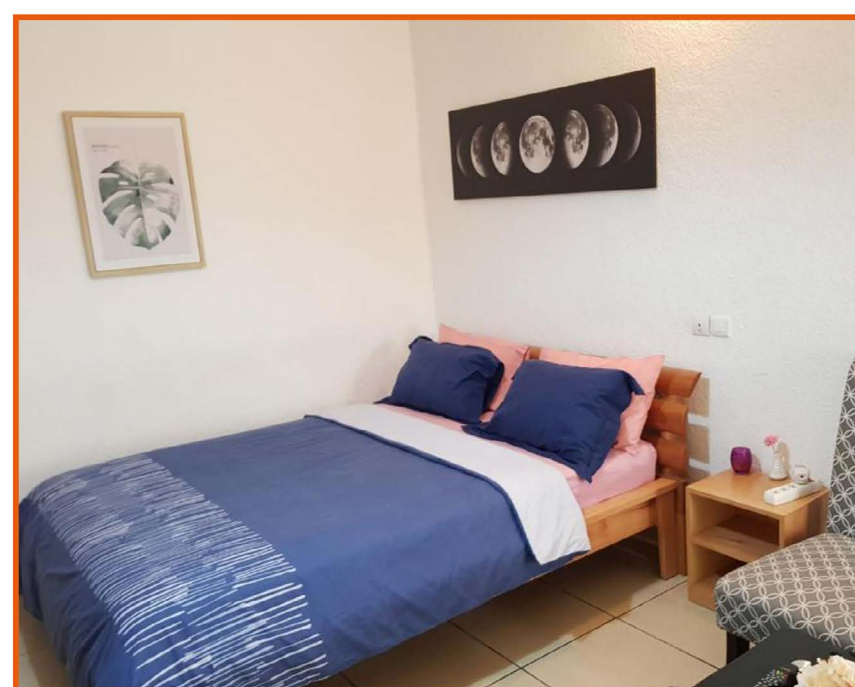
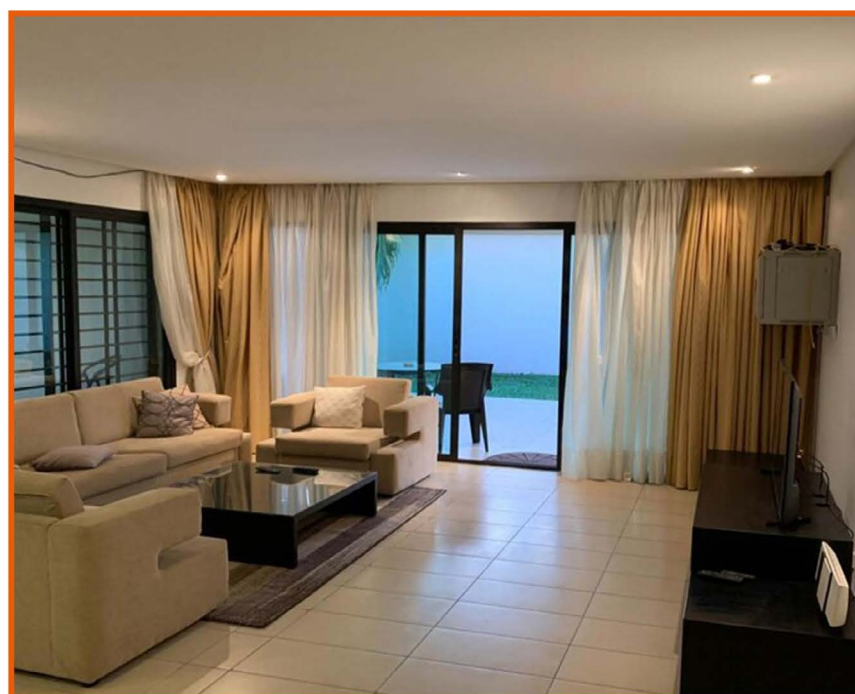
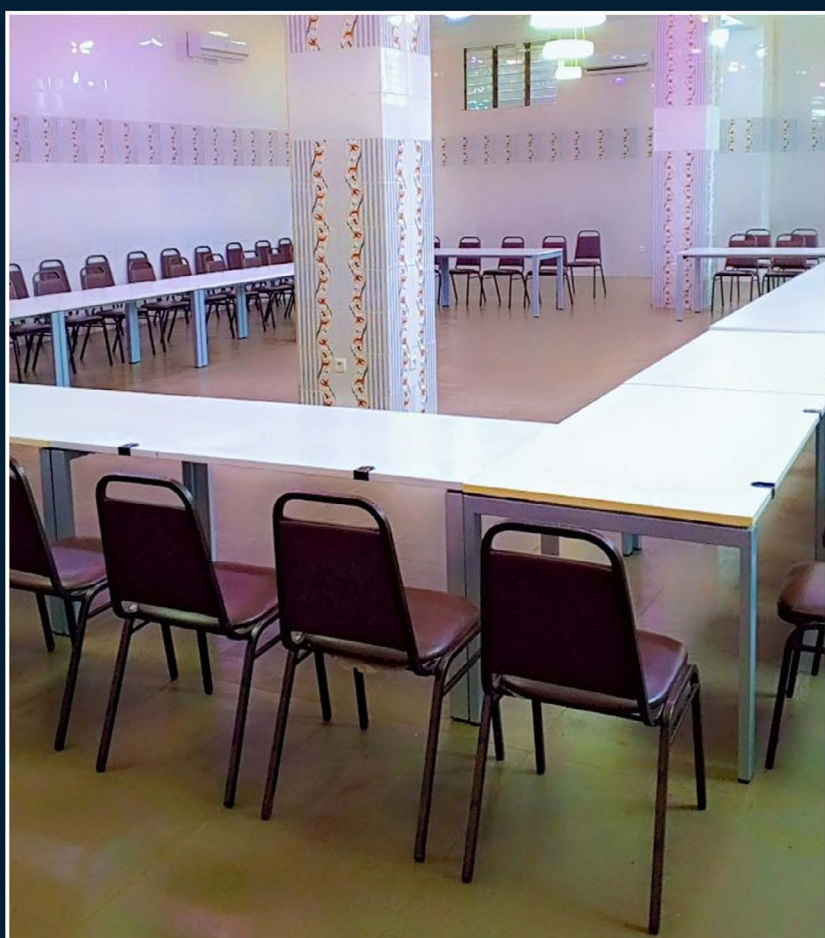
Dans l'immédiat, les membres de la délégation doivent faire le point de leurs échanges avec Boni Yayi devant la coordination nationale du parti. En attendant une orientation claire, la situation demeure incertaine, alimentant les débats sur l'avenir de la principale formation de l'opposition béninoise et sur la recomposition possible de son leadership.

Youssef AVOCEGAMOU



ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOU



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707